



ACADÉMIE  
DES SCIENCES  
INSTITUT DE FRANCE

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX N° MT25-03**  
**Agencements scénographiques et équipements multimédias**  
**pour l'exposition permanente**  
**Musée de la Maison de Louis Pasteur à Arbois**

**CAHIERS DES CHARGES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**SOMMAIRE**

<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - FORME ET PROCEDURE DE PASSATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DUREE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - MONTANT .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - OBLIGATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 - PENALITES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 - LITIGES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....</b>	<b>8</b>

## PRÉAMBULE

La présente opération s'insère dans un chantier plus vaste concernant les travaux de réhabilitation et d'extension de la Maison Louis Pasteur, lancé en 2021, porté par la maîtrise d'œuvre EPUR'ARCHI, Architectes du Patrimoine et dont la réception est programmée pour l'été 2025.

Propriété de l'Académie des sciences (fondation abritée), la Maison historique de Louis Pasteur est classée aux monuments historiques depuis 1937 et labellisée maison des illustres depuis 2011. C'est un lieu patrimonial et de mémoire unique, retraçant une partie de la vie et de l'œuvre de Louis Pasteur, et de l'histoire des sciences en parallèle.

L'achat de la maison mitoyenne à la maison Pasteur, dite maison HORBACH, qui a été intégrée au programme de valorisation du site a permis une réaffectation des espaces pour répondre au programme de valorisation du site, et la création d'une exposition permanente dans des espaces accessibles au public, au niveau 1 & 2 de l'extension de la Maison Pasteur dans la Maison Horbach.

**Le présent marché concerne la création d'un espace d'exposition permanent sur la microbiologie contemporaine au sein de la Maison historique de Louis Pasteur à Arbois, où il a vécu et travaillé.**

L'exposition plongera les visiteurs dans le monde des micro-organismes et de leurs interactions multiples. Cette expérience doit les conduire à acquérir une première compréhension de cette société. Son apparence (images, représentations...), sa langue (noms des micro-organismes, des phénomènes associés), ses règles (mécanismes, interactions) doivent peu à peu devenir familières aux publics. Plutôt que la connaissance approfondie, les dispositifs aspireront à créer cette sensation de familiarité rassurante avec le monde de la microbiologie contemporaine. Peu à peu, les publics apprendront ainsi à lire et déchiffrer ce monde microscopique.

### Thématiques du parcours de visite :

Le parcours est constitué de 4 séquences, réparties sur 2 niveaux, pour une surface totale d'exposition de 90 m2.

Séquence 1 : Introduction à la nouvelle microbiologie

Séquence 2 : Interactions avec les organismes vivants

Séquence 3 : Environnement et écosystèmes

Séquence 4 : Micro-organismes et grands enjeux planétaires

### **Intervenants :**

- Maîtrise d'ouvrage /pouvoir adjudicateur : l'Académie des sciences, représentée par ses secrétaires perpétuels.
- AMO : Dominique Naert
- Commissariat scientifique : Pascale COSSART et Tâm MIGNOT.
- Maîtrise d'œuvre travaux scénographiques : l'entreprise SunMétro, Architectes du patrimoine
- Muséographie : ASK
- Réfèrent administratif : Madame Julie Ochrymczuk, responsable juridique et des marchés publics [julie.ochrymczuk@academie-sciences.fr](mailto:julie.ochrymczuk@academie-sciences.fr)

**L'ouverture au public de l'exposition permanente est prévue au printemps 2026.**

**Les stipulations administratives particulières sont détaillées au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106871A), s'applique au présent marché sauf dérogations signalées. Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations et rend compte régulièrement aux acteurs identifiés du projet.**

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché de travaux a pour objet la réalisation des travaux d'agencements scénographiques, la fourniture et l'installation des équipements audiovisuels et multimédia compris, la fourniture, la pose des équipements d'éclairage scénographiques, y compris les études d'exécutions associées, pour l'exposition permanente de la Maison de Louis Pasteur à Arbois, dédiée à la microbiologie contemporaine et propriété de l'Académie des sciences.

Le marché comprend les prestations suivantes avec les études d'exécution (EXE) associées:

- Travaux des agencements scénographiques
- Fourniture et installation des équipements audiovisuels et multimédias
- Equipements d'éclairage scénographique

Ne sont pas compris dans ce marché :

- Les travaux de signalétique muséographique et directionnelle
- La réalisation des objets de médiation non numériques
- La conception et la production des contenus multimédias et graphiques.
- Les travaux bâtimentaires préalable à l'installation de l'exposition (réseaux CFO/ CFA dédiés aux équipements multimédias)

## ARTICLE 2 – FORME ET PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée dans le cadre d'une procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° du code de la commande publique.

C'est un marché mixte de travaux non alloti, en application de l'article L2113-11 2° du code de la commande compte tenu du risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le montant estimatif maximal du besoin a été évalué à 225 000 euros HT .

La date et l'heure limite de réception des offres est précisé en page de garde du présent Règlement de la consultation (RC). Aucune dérogation à cette date ne sera admise, sauf en cas de report dûment notifié aux soumissionnaires. Passé ce délai, l'offre ne sera pas prise en considération pour la consultation en objet et sera donc éliminée.

## ARTICLE 3 - DUREE

La durée du marché court à compter de la date de notification du marché au titulaire jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

**La durée prévisionnelle d'exécution est fixée à 7 mois.**

Les prestations seront exécutées dans le respect du calendrier prévisionnel validé par le Pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 4 – MONTANT

### 4.1 – Prix du marché

**Les travaux sont rémunérés par application du prix global forfaitaire défini à l'acte d'engagement.**

**Les prix sont fermes et non révisables.**

A ce titre, par dérogation à l'article 14.3. du CCAG-Travaux, l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel ne donne lieu à aucune indemnisation.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et taxes en vigueur nécessaires au chantier ainsi que tous les frais afférents à celui-ci .

Sont ainsi compris notamment les frais d'études, la fourniture des plans EXE et de recollement, la fourniture et mise en œuvre des matériels, la main d'œuvre nécessaire, les frais annexes sans aucune restriction. Ils tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, pendant la durée du marché.

#### 4.2 - Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées, sur la base duquel le montant à payer est établi.

**Le règlement des comptes se fait par avance, acomptes et un solde suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues au CCAG-Travaux ( article 12) .**

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique. Le titulaire utilisera le portail CHORUS PRO accessible par internet en se connectant à : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr> pour déposer ses demandes de paiement.

Identification de l'Académie des Sciences ( n° de SIRET : 13002315300013 )
--

Les factures seront également complétées des mentions réglementaires obligatoires :

- Nom ou raison sociale du créancier
- Date de l'émission de la facture
- Désignation du débiteur
- Numéro de SIREN, SIRET, n° inscription au RCS ou RM
- S'agissant des fournisseurs de l'Union Européenne, la mention du N° de TVA intracommunautaire
- Date d'exécution du service fait ou date de livraison si elle est différente de la date d'émission de la facture
- Désignation des prestations, prix unitaires et quantité ou prix forfaitaires
- Montants et taux de TVA ou mention des articles justifiant des exonérations
- Références bancaires indiquant le couple code SWIFT et IBAN.

#### 4.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont réglées dans un délai de 30 jours maximum à compter du dépôt de la facture sur CHORUS sous réserve des dispositions suivantes :

- Prestations reconnues conformes aux engagements ;
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

En cas de retard de paiement dans le délai susmentionné, le titulaire a droit à des intérêts moratoires ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 du Code de la commande publique, dans un délai de 45 jours.

Le dépassement de ce délai peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal (taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage).

#### 4.4 - Avances et retenue de garantie

**Avances :** en application de l'article R.2191-7 du Code susvisé, une avance de 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, sera versée au Titulaire. Le remboursement de l'avance interviendra dans les conditions prévues à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

⇒ Le titulaire peut renoncer à cette avance en l'indiquant sur l'Acte d'Engagement.

**Retenue de garantie :** Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5% du montant TTC du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants et/ou des ordres de services.

## ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES

Le présent article déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

Le marché est régi par les documents ci-après, en vigueur au jour de la notification du marché et qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement du titulaire et ses annexes ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- La décomposition globale du prix forfaitaire (DPGF);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° MT 25-03 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux ( CCAG-Travaux), issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Cette pièce, accessible sur le site de Légifrance, non fournie au DCE, est réputée connue du titulaire ;
- L'offre de l'opérateur économique soumissionnaire ;
- L'ensemble des normes françaises et européennes en vigueur à la date de notification du marché et applicables aux prestations à réaliser .

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne peuvent contrevenir aux clauses prévues par les documents du marché et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi .

Après sa conclusion, le marché peut être éventuellement modifié en application des articles R.2194-2 et suivants du code de la commande publique. Ces modifications seront contractualisées par la signature d'un avenant.

## ARTICLE 6 - OBLIGATION DU TITULAIRE

### 6.1- obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, dont l'objectif est d'assurer :

- la qualité globale des services pour garantir la satisfaction des occupants /publics ;
- le respect des exigences stipulées dans les documents contractuels

Il se voit appliquer des pénalités dans le cas de défaillance à ses obligations contractuelles.

A ce titre, le titulaire :

- fournit avec diligence et conformément aux règles de l'art, aux normes de qualité convenues et à la législation en vigueur, les prestations objet du marché dans les délais, coûts et niveaux de qualité impartis pour leur réalisation. Il garantit une qualité de suivi irréprochable,
- est responsable de la bonne exécution du marché et ne pourra évoquer une quelconque défaillance d'un éventuels sous-traitant pour se déresponsabiliser,
- informe régulièrement de l'exécution des prestations et l'avise sans délai en cas de difficulté rencontrée (indépendante ou non de sa volonté) dans l'exécution du marché de nature à retarder ou compromettre l'exécution des prestations attendues. Il a l'obligation d'alerter le maître d'ouvrage de toute irrégularité, ou dysfonctionnement en cours d'exécution du marché, et ce, à chaque étape du marché.
- s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer, dans les délais les prestations qui lui sont confiées, à renforcer son équipe et les moyens techniques sans accroissement des prix fixés au présent marché.

L'entreprise titulaire est réputée:

- **s'être engagée à respecter scrupuleusement les conditions formulées dans les pièces constitutives du marché,**
- **s'être soumise à l'obligation de résultat dans le cadre du marché basé sur un prix global forfaitaire et non révisable.**

## 6.2- Obligations administratives du Titulaire

### Assurances :

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, matériel et immatériel, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée.

Il s'engage à justifier la régularité de sa situation, avant tout commencement d'exécution et par la suite lors de toute demande du Pouvoir Adjudicateur, par la présentation des attestations correspondantes, émanant de son assureur, indiquant la nature, le montant, la durée et l'étendue de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe :

- garantissant les tiers en cas d'accident/ dommages causés par l'exécution des travaux ;
- couvrant les responsabilités civiles générales;
- couvrant les dommages causés à l'ouvrage pendant l'exécution des travaux (effondrement, incendie, dégât des eaux...) ainsi que les dommages matériels ou immatériels causés aux biens du maître de l'ouvrage ou à ses préposés.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

En l'absence ou en cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire, et à défaut de souscrire ladite assurance, au nom et pour le compte de ces derniers et/ou de ses cotraitants et sous-traitants.

### Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et conditions de travail de ses salariés.

- Il s'engage à fournir jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail :
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (au regard des articles L. 3243-2, L. 1221-12, L. 1221-13, L. 1221-15, L. 8221-3, L. 8221-5, L.8251-1 du Code du travail) lorsque le cocontractant emploie des salariés ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant datant de moins de 6 mois ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

### Coordination sécurité. Code du travail :

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- Rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage ;
- Participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) ;
- Respecter les obligations issues de la 4ème partie du code du travail, concernant notamment l'hygiène et la sécurité ;
- Viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur.

### Sous-traitance :

Il est interdit à l'entrepreneur de sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir, au préalable, obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique.

### 6.3 - Confidentialité – Obligation de discrétion

Les personnes qui participent à l'exécution du présent marché seront tenues au secret professionnel et s'engagent à ne pas communiquer à des tiers les résultats des travaux, sauf accord préalable et formel du Pouvoir adjudicateur.

A ce titre, il se porte garant de la discrétion de son personnel et doit informer ces derniers de l'obligation de confidentialité. En cas de sous-traitance, il doit également informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et s'assurer du respect de l'ensemble de ses obligations.

Le Titulaire peut toutefois citer le présent marché parmi ses références.

## **ARTICLE 7 - PENALITES**

### 7.1 - Principe

Seules les prestations effectivement exécutées donnent droit au paiement pour le titulaire.

Les pénalités prévues ci-dessous seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire. Toutes les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas mille (1000) euros HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre. Une mise en demeure n'est donc pas nécessaire.

### 7.2 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Dans le but d'un absolu respect des délais, l'avancement des travaux sera contrôlé en permanence par rapport au calendrier validé par le maître d'œuvre.

Ainsi, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée (conformément au calendrier détaillé d'exécution), il est appliqué une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à deux cents (200) euros par jour calendaire de retard.

### 7.3- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Sans objet. Le délai de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux est compris dans le délai d'exécution contractuel.

### 7.4- Pénalités pour remise de documents tardifs

En cas de retard dans la transmission de documents demandés au présent CCAP avant, pendant ou après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, sur ses créances, dont le montant par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à cent cinquante (150) euros.

### 7.5- Absence aux rendez-vous de chantier et de coordination

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas d'absence à un rendez-vous de chantier ou n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier et de coordination fixés par la maîtrise d'œuvre. Ces pénalités sont fixées à cent (100) euros par absence non excusée 48H à l'avance.

### 7.6- Pénalités pour la levée de réserves après réception

Dans le cas où le titulaire ne respecterait le délai fixé pour la levée de réserves, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, sur ses créances, une pénalité par jour calendaire de retard et par réserve non levée, dont le montant est fixé à trois cents (300) euros.

### 7.7- Sanctions pour travail illégal

En cas de manquement par le titulaire, une mise en demeure lui sera notifiée.

Si l'entreprise ne répond pas, ou ne prouve pas avoir mis fin à la situation illicite dans le délai mentionné à la mise en demeure, une pénalité de cent (100) euros par jour de retard lui sera appliquée.

Si le cumul des pénalités atteint l'un des deux montants suivants :

- 10% du montant du marché ou
- Les amendes encourues en application des articles L.8224-1, L-8224-1 et L8224-5 du code du travail,

le marché sera alors résilié au frais et risques du titulaire défaillant.

## **ARTICLE 8 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

## **ARTICLE 9 - LITIGES**

En cas de litige, le CCAG TRAVAUX s'applique . Les litiges ou différends nés de l'exécution ou de l'interprétation du marché/accord-cadre sont soumis au juge administratif. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

Préalablement à toute action en justice, le Pouvoir adjudicateur ou le Titulaire peut saisir le Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges relatifs aux marchés publics qui sera chargé de trouver une solution amiable et équitable:

*Préfecture de la région IDF- Préfecture de Paris, 5 rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15*

*Téléphone : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00*

*[ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)*

## **ARTICLE 10 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX**

En cas de conflit entre les stipulations du présent CCAP et toute autre pièce applicable au présent marché, les stipulations du présent CCAP prévaut.

<b>Motifs de la dérogation</b>	<b>Art. du présent CCAP</b>	<b>Art. du CCAG-TRAVAUX</b>
Prix du marché	4	14.3
Documents contractuels	5	4.1
Pénalités	7.1	19